



# BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 15 août 2022

## Chine continentale

### Conjoncture [\(ici\)](#)

**Conjoncture** : les indicateurs économiques montrent une poursuite du ralentissement en juillet, sous l'effet de la politique 0-Covid

**Conjoncture** : le Premier ministre Li Keqiang se réunit avec les dirigeants de six provinces représentant 45% du PIB chinois pour évoquer la situation économique

**Inflation** : en juillet, la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) continue de ralentir à +4,2 % en g.a., l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) augmente à +2,7 % en g.a.

### Banque et finance [\(ici\)](#)

**Crédits et masse monétaire** : baisse de l'octroi de crédits bancaires supérieure aux prévisions du marché, conduisant la PBoC à abaisser deux de ses taux directeurs

**Finances publiques** : fort ralentissement de la croissance des recettes et augmentation des dépenses publiques au cours des sept premiers mois

**Immobilier** : accentuation de la dégradation du marché immobilier au mois de juillet et déploiement de nouvelles mesures de soutien par les autorités, les banques et les entreprises publiques.

**Démographie** : publications par le gouvernement central de lignes directrices visant à augmenter la natalité

**Relations Chine-US** : retrait « volontaire » de la cotation aux Etats-Unis de cinq entreprises chinoises

**Stabilité financière** : la structure de défaisance Huarong réalise d'importantes pertes au premier semestre

### Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

**Relations Chine-US** : les Etats-Unis vont contrôler les exportations de turbines à gaz et de technologies critiques pour les semi-conducteurs

**Commerce extérieur** : creusement de l'excédent chinois grâce à la reprise des exportations

**Commerce bilatéral** : déficit bilatéral franco-chinois record sur les cinq premiers mois de 2022

### Industrie et numérique [\(ici\)](#)

**Drones** : DJI réaffirme que ses drones sont destinés à un usage civil, suite aux déclarations de l'Ambassade de Russie en Chine

**Industrie** : dans le Sichuan, le rationnement de l'électricité pénalise la production industrielle

**Economie numérique** : l'administration chinoise du cyberspace (CAC) publie une première liste d'algorithmes enregistrés en vertu de la réglementation du 1er mars 2022

## Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

**Climat** : publication d'un plan « 1+N » sur la science et la technologie en soutien du double objectif climatique chinois pour la période 2022-2030

**Climat** : le livre bleu annuel sur le climat présente un bilan alarmant des impacts du changement climatique en Chine

**Climat** : les industries du coke et de la sidérurgie visent toutes deux à atteindre le pic des émissions carbone avant 2025

**Environnement** : publication des lignes directrices pour promouvoir l'économie d'énergie et la protection de l'environnement dans les entreprises d'Etat

## Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

### Hong Kong

**L'économie au ralenti** : prévisions économiques revues à la baisse par les autorités pour 2022 dans une fourchette entre -0,5 % et +0,5 %

**Baisse de la population** : Hong Kong compte 7,29 M habitants

**Marché de l'emploi** : le chômage se réduit à 4,3 % pour la période mai-juillet

# Chine continentale

## Conjoncture

### **Conjoncture : les indicateurs économiques montrent une poursuite du ralentissement en juillet, sous l'effet de la politique 0-Covid**

En juillet, [la croissance de la production industrielle \(en valeur ajoutée\)](#) ralentit légèrement à +3,8 % en g.a. (contre +3,9 % en juin), de par la moindre croissance de la production dans les secteurs de l'exploitation minière (+8,1 % contre +8,7 % en juin) et le secteur manufacturier (+2,7 % contre +3,4 % en juin). Par contre, la production et l'approvisionnement en électricité, en énergie thermique, en gaz et en eau s'élève fortement, à +9,5 % en g.a. en juillet (contre +3,3 % en juin). La production industrielle des entreprises publiques continue de croître à +5,4 % en g.a. en juillet, tandis que celle des entreprises privées ralentit à +1,5 % en g.a. (contre +3,0 % en juin).

[La croissance des ventes au détail](#) fléchit également à +2,7 % en g.a. en juillet (contre +3,1 % en g.a. en juin), principalement en raison de la recrudescence épidémique dans plusieurs régions, de la baisse de la demande sur le marché automobile (+9,7 % en g.a. en juillet contre +13,9 % en juin) et la baisse du prix du pétrole. Hors secteur automobile, les ventes au détail augmentent de +1,9 % en juillet (contre +1,8 % en juin). Par ailleurs, le secteur de la restauration enregistre une moindre contraction, de -1,5 % en g.a. en juillet (contre -4,0 % en juin).

Sur les sept premiers mois, [la croissance des investissements bruts en capital fixe](#) poursuit son ralentissement à +5,7 % en g.a. (contre +6,1 % au premier semestre). En détail, la croissance des investissements manufacturiers ralentit à +9,9 % de janvier à juillet (contre +10,4 % au S1), tandis que les investissements en infrastructures augmentent de +7,4 % (contre +7,1 % au S1). Cette accélération de croissance est principalement soutenue par les projets financés par les *Special purpose bonds* des gouvernements locaux. Ainsi, la croissance des investissements publics accélère à +9,6 % en g.a. sur les sept premiers mois (contre +9,2 % au S1), alors que celle des investissements privés ralentit à +2,7 % (contre +3,5 % au S1). La contraction des investissements immobiliers accélère à -6,4 % de janvier à juillet (contre -5,4 % au S1).

Entre janvier et juillet de cette année, les [nouveaux emplois](#) créés dans les zones urbaines ont atteint 7,83 M. Pour rappel, l'objectif fixé lors des *Lianghui* pour 2022 s'élève à 11 M. Le taux de chômage s'abaisse à 5,4 % en juillet (contre 5,5 % en juin). Néanmoins, en juillet, le taux de chômage sur le segment des 16-24 ans ne cesse de croître pour s'établir à 19,9 % (contre 4,3 % pour les 25-59).

*Nota Bene : le chiffre de création de nouveaux emplois ne permet pas d'appréhender la situation réelle du marché du travail, en particulier en raison de la méthodologie statistique utilisée, qui ne considère qu'un échantillon de zones urbaines. En outre, le taux de chômage urbain ne reflète pas parfaitement le marché du travail, n'intégrant qu'imparfaitement les données relatives aux travailleurs migrants, qui jouent le rôle de variable d'ajustement du marché du travail.*

**Conjoncture : le Premier ministre Li Keqiang se réunit avec les dirigeants de six provinces représentant 45% du PIB chinois pour évoquer la situation économique**

Le 16 août, lors de son déplacement à Shenzhen, le Premier ministre Li Keqiang a présenté la situation économique chinoise et donné des instructions de politique économique aux dirigeants des provinces du Guangdong, Jiangsu, Zhejiang, Shandong, Henan et Sichuan.

Li Keqiang a relevé que l'économie chinoise s'était stabilisée, voire avait rebondi, pour le mois de juin, inversant la tendance constatée au cours des deux mois précédents. En juillet, l'économie chinoise aurait « poursuivi la tendance au redressement, avec des fluctuations mineures ». Le premier ministre a appelé à « consolider la reprise » en continuant notamment à « coordonner efficacement la prévention et le contrôle épidémique avec le développement économique et social » ; « mettre pleinement en œuvre l'ensemble des politiques visant à stabiliser l'économie » ; « renforcer de façon rationnelle les politiques macroéconomiques face aux changements » ; « promouvoir la réforme et l'ouverture » ; « stabiliser l'emploi et les prix ». Li a appelé les dirigeants de ces provinces « piliers du développement économique chinois » à jouer tout leur rôle dans la politique économique.

Li Keqiang a évoqué la situation des finances publiques, les quatre provinces côtières parmi les six représentées contribuant à plus de 60 % du transfert net au budget du gouvernement central. Il les a enjoint à « maintenir l'équilibre entre les recettes et les dépenses » tout en « s'assurant du paiement des prestations sociales et des salaires des ouvriers et employés ». L'emploi est également une priorité, les 6 provinces représentant 40 % des emplois du pays. Le Premier ministre a évoqué la consommation, insistant notamment sur la consommation d'automobiles et le soutien à la demande en logement. En matière d'investissement, les provinces ont été invitées à consommer leur solde de *Special purpose bonds* (SPB), et d'utiliser les SPB déjà émis, tout en accélérant la construction des projets déjà en cours. En matière commerciale, les provinces représentées contribuant pour 60 % du commerce chinois, Li Keqiang leur a demandé de « promouvoir davantage l'ouverture vers le monde extérieur, stabiliser le commerce extérieur et les investissements étrangers, obtenant des avantages mutuels et des résultats gagnant-gagnant ».

*Nota Bene : les citations sont issues d'articles de la presse chinoise, qui constituent la seule source du discours de Li Keqiang accessible au public.*

**Inflation : en juillet, la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) continue de ralentir à +4,2 % en g.a., l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) augmente à +2,7 % en g.a.**

Selon le Bureau National des Statistiques (BNS), la croissance de l'IPP continue de fléchir (pour le 7<sup>ème</sup> mois consécutif) à +4,2 % en g.a. en juillet (contre +6,1 % en juin), principalement en raison de forts effets de base. Cette évolution s'explique également par le fort ralentissement de la croissance des prix des matières premières, notamment pour l'industrie extractive du charbon (+20,4 % en juillet contre +31,4 % en juin), du pétrole et du gaz naturel (+43,9 % en juillet contre +54,4 % en juin) ainsi que de l'industrie de la fonte et du laminage des métaux non ferreux (+1,9 % en juillet contre +8,2 % en juin). En glissement mensuel, l'IPP s'abaisse à -1,3 % en juillet.

En outre, la croissance de [l'IPC](#) continue d'augmenter à +2,7 % en g.a. en juillet (contre +2,5 % en juin), notamment en raison de la forte hausse du prix du porc (+20,2 % contre -6 % en juin) et des légumes (+12,9 % contre +3,7 % en juin). En glissement mensuel, l'IPC s'accroît de +0,5 % en juillet. Dans le détail, du fait de la chaleur dans plusieurs régions, le prix des légumes augmente significativement de +10,3 % en g.m. en juillet ; le prix du porc s'élève de +25,6 % en g.m. en raison de la reprise de consommation. La croissance de l'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) ralentit légèrement à +0,8 % en juillet (contre +1,0 % en juin).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Banque et finance

### **Crédits et masse monétaire : baisse de l'octroi de crédits bancaires supérieure aux prévisions du marché, conduisant la PBoC à abaisser deux de ses taux directeurs**

Selon [les statistiques préliminaires publiées par la PBoC](#), la croissance de l'encours de financement de l'économie hors administrations publiques (« *Total social financing* », TSF) ralentit légèrement à +10,7 % en g.a. en juillet (contre +10,8 % en g.a. en juin). Cette évolution est principalement due :

- i) au fléchissement de la croissance du composant principal - l'encours des crédits bancaires à +10,9 % en g.a. (contre +11,1 % en g.a. en juin) ;
- ii) au ralentissement de la croissance de l'encours des obligations d'entreprises à +9,3 % en g.a. (contre +10,1 % en g.a. en juin).

En revanche, la croissance de l'encours des obligations gouvernementales et la croissance de l'encours des actions d'entreprises accélèrent respectivement à +19,4 % et +14,4 % en g.a. en juillet (contre +19 % et +14 % en g.a. en juin).

Dans le détail, les banques ont accordé seulement 679 Mds RMB (100 Mds USD) de nouveaux prêts en juillet (contre 2 805 Mds RMB en juin et 1 080 Mds RMB à la même période de l'année précédente), cette diminution importante est au-delà des prévisions du marché. Concrètement :

- i) les nouveaux crédits aux entreprises à moyen et long terme s'établissent à +346 Mds RMB en juillet (contre +1 445 Mds RMB en juin), les activités économiques des entreprises sont notamment impactées par la recrudescence épidémique et la politique 0-Covid dans plusieurs régions. Les nouveaux crédits aux entreprises à court terme s'abaissent à -355 Mds RMB en juillet (contre 691 Mds RMB en juin).
- ii) les nouveaux prêts aux ménages à moyen et long terme retombent à +149 Mds RMB en juillet (contre +417 Mds RMB en juin et +397 Mds RMB à la même période de l'année précédente), vu que la vente des logements chute malgré les mesures de relance du marché immobilier dans différentes régions ainsi que la baisse du LPR à cinq ans et la réduction des taux hypothécaires minimaux pour les achats de premier logement en mai.

En outre, l'encours des dépôts bancaires continue de croître de +11,4 % en g.a. en juillet (contre +10,8 % en g.a. en juin), principalement en raison de la moindre retraite des dépôts des ménages (-338 Mds RMB en juillet contre -1 360 Mds RMB à la même période de l'année précédente) et des entreprises (-1 040 Mds RMB en juillet contre -1 310 Mds RMB à la même période de l'année précédente).

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 continue de s'accélérer à +12 % en g.a. en juillet (contre +11,4 % en g.a. en juin), soit la plus forte croissance depuis 2016.

Devant ces difficultés conjoncturelles, le 15 août, [la PBoC a annoncé réduire de 10 points de base deux de ses taux directeurs](#), la MLF (*Medium Term Lending Facility*) à un an et le taux du Reverse Repo (OMO) à 7 jours, à

respectivement 2,75 % et 2,00 %. Il s'agit de la deuxième baisse de ses taux directeurs cette année (la première baisse de 10 points de base ayant eu lieu en janvier). Cependant, il convient de noter que la décision de réduction du taux de MLF se double d'un retrait net de liquidité de 200 Mds RMB (différence entre les montants arrivant à échéance et ceux nouvellement émis via la MLF), traduisant une frilosité qui demeure quant à la mise en œuvre d'un assouplissement plus marqué de la politique monétaire. Certains analystes estiment par ailleurs que le LPR (*Loan Prime Rate*), publié tous les 20 du mois et servant de référence au *pricing* des crédits bancaires, pourrait aussi être réduit dans les suites de cette décision.

### **Finances publiques : fort ralentissement de la croissance des recettes et augmentation des dépenses publiques au cours des sept premiers mois**

*Nota bene* : les [données](#) publiées par le Ministère des finances (MoF) pour les finances publiques détaillent les « recettes publiques » et les « dépenses publiques » du budget général national (dit « premier compte public »), qui regroupe les recettes et dépenses générales du gouvernement central et des collectivités locales. Le solde de ce compte, après transferts et ajustements, donne le déficit budgétaire public officiel. Les deuxième, troisième et quatrième comptes publics couvrent les dépenses et recettes de divers fonds des administrations publiques (APU) et de Caisses de Sécurité Sociale, qui ne sont pas détaillées ci-dessous.

S'agissant des recettes publiques, sur les sept premiers mois, elles s'établissent à 12 498 Mds RMB (1 840 Mds USD), en diminution de 9,2 % en g.a. (contre -10,2 % en g.a. au premier semestre, incluant les remboursements et crédits d'impôts). En excluant les remboursements et crédits d'impôts qui totalisent environ 2 000 Mds RMB de janvier à juillet (pour mémoire, le budget avait prévu initialement 1 500 Mds RMB de remboursements et crédits d'impôts pour l'année 2022), les recettes publiques augmentent de +3,2 % en g.a. sur les sept premiers mois (contre +3,3 % en g.a. au S1). Parmi elles, les recettes fiscales s'élèvent à 10 267 Mds RMB (1 512 Mds USD), en chute de 13,8 % en g.a. (en croissance de +0,7 % en g.a. en excluant les remboursements et crédits d'impôts, contre +0,9 % au S1) ; et les recettes non fiscales s'élèvent à 2 231 Mds RMB (329 Mds USD), en augmentation de 19,9 % en g.a. (contre +18 % en g.a. au S1).

S'agissant des dépenses publiques, elles s'établissent à 14 675 Mds RMB (2 161 Mds USD), enregistrant une accélération de +6,4 % en g.a. sur les sept premiers mois (contre +5,9 % en g.a. au S1). En particulier, les dépenses de sécurité sociale et d'emploi se sont élevées à 2 276 Mds RMB (335 Mds USD), soit une augmentation de +5,5 % en g.a. (contre +3,6 % en g.a. au S1).

Sur ce compte, avant transferts et ajustements (non précisés par le MoF), le déficit budgétaire enregistré à fin juin s'élève ainsi à 2 177 Mds RMB (321 Mds USD).

Par ailleurs, à fin juillet, 3 450 Mds RMB (508 Mds USD) de *special purpose bonds* (SPB) ont été émis (pour mémoire, le quota de SPB est fixé à 3 650 Mds RMB pour l'année 2022). S'agissant de l'utilisation des fonds, au cours des sept premiers mois, la NDRC a approuvé 65 projets d'investissement pour une valeur de plus de 1 000 Mds RMB, dont huit projets pour une valeur de 236,8 Mds RMB ont été approuvés en juillet, principalement dans des domaines comme la conservation de l'eau et l'énergie. « Pour le second semestre de l'année, la NDRC travaillera avec d'autres départements et collectivités pour faire avancer la préparation et accélérer la mise en

œuvre de projets clés, en s'efforçant de maintenir une croissance stable des investissements pour l'ensemble de l'année », a indiqué Luo Guosan, directeur du Département des investissements en actifs fixes à la NDRC.

### **Immobilier : accentuation de la dégradation du marché immobilier au mois de juillet et déploiement de nouvelles mesures de soutien par les autorités, les banques et les entreprises publiques.**

La contraction des [investissements immobiliers](#) s'aggrave en juillet. Sur les sept premiers mois de l'année, ceux-ci enregistrent une contraction de -6,4 % en g.a. (contre -5,4 % de janvier à juin). Pour le seul immobilier résidentiel, la contraction atteint -5,8 % en g.a., contre -4,5 % de janvier à juin. La même tendance se constate pour les ventes immobilières, exprimées en superficie vendue. Après une contraction de -22,2 % de janvier à juin, elles sont en baisse de -23,1 % en g.a. sur les sept premiers mois de l'année 2022. Exprimées en chiffre d'affaires cependant, la contraction des ventes se stabilise à -28,8% (-31,4 % pour l'immobilier résidentiel) contre -28,9 % (-31,8 % pour l'immobilier résidentiel) de janvier à juin.

Les difficultés du secteur immobilier depuis la mi-2021 se poursuivent, en particulier pour les promoteurs immobiliers. Ceux-ci font face à de graves problèmes de financement, accentués ces dernières semaines par les campagnes de boycott des échéances de remboursements d'emprunts par certains acquéreurs, en attente de la livraison de leur logement et affectés par les mises à l'arrêt de chantiers. Dernier en date, Redsun Properties a annoncé qu'il ne pouvait honorer le paiement d'un coupon dû le 12 août. En moyenne, d'après Natixis, les retards de construction s'élèvent à 14 mois.

Dans ce contexte, les autorités poursuivent leurs efforts de soutien au secteur, en premier lieu pour venir en aide aux promoteurs. Au niveau national, les autorités auraient demandé à l'assureur public China Bond Insurance de garantir directement et à 100 % les obligations et les actifs de six développeurs présélectionnés : Longfor Group Holdings Ltd., Gemdale Corp., Country Garden Holdings, Cifi Group, Seazen Holdings Co. and Sino-Ocean Group Holding Ltd (d'après [Caixin](#)). Il s'agit de leur permettre d'emprunter des fonds à des taux convenables, pour qu'ils puissent assurer la continuité de leurs activités. D'après REDD, le gouvernement considérerait l'option de demander à des entreprises publiques de souscrire à ces obligations.

De multiples initiatives sont prises au niveau local pour assurer la finalisation des chantiers en cours. La municipalité de Zhengzhou (Henan), aurait ainsi mis en place un fonds de renflouement de 10 Mds RMB (1,5 Md USD), abondé par des banques et entreprises publiques locales. Ne seront éligibles à ce fonds que des projets profitables, et son apport sera limité à 30 % des montants nécessaires pour achever le projet immobilier. Les projets devront donc être abondés par d'autres sources, principalement via des fonds d'entreprises publiques. En parallèle, Huarong aurait signé un accord pour renflouer le promoteur Yango Group, quand Greenland Holdings a annoncé que deux de ses actionnaires publics lui prêterait 3 Mds RMB pour finaliser certains projets.

Enfin, des mesures visant à stimuler les achats immobiliers ont été mises en œuvre dans plus de 200 villes selon [Caixin](#). A titre d'exemple, plusieurs municipalités (comme Nanjing, Suzhou, Wuxi ou encore Jinan) ont récemment annoncé une réduction des exigences d'apports personnels pour l'achat d'un second bien, suivant des initiatives similaires d'autres villes durant le premier semestre 2022. Ainsi, la ville de Nanjing va réduire l'exigence d'apport de 80 % à 60 %, voire 30 % pour ceux ayant déjà remboursé leur premier emprunt. Deux villes du Jiangsu auraient aussi permis à des travailleurs migrants ne disposant pas du *hukou* local d'acheter un logement.



## Démographie : publications par le gouvernement central de lignes directrices visant à augmenter la natalité

Devant la crise démographique qui se profile en Chine, 17 agences et départements du gouvernement central ont publié le mardi 16 août un texte visant à améliorer la natalité en Chine, sur le site de la [Commission nationale pour la Santé](#). Elles enjoignent les gouvernements locaux à aider les familles avec trois enfants ou plus à acquérir des maisons (par exemple par l'octroi de droits préférentiels sur les fonds publics dédiés à l'aide au logement ou sur les logements sociaux), à améliorer les politiques de prise en charge de la petite enfance (crèches notamment), à augmenter les allocations en cas de congés maternité ou à créer un régime fiscal favorable pour les familles nombreuses. D'après [Caixin](#), 70 villes ont déjà proposé cette année des aides à l'achat de logement pour les familles nombreuses, citant par exemple des taux d'emprunts réduits pour l'achat d'une maison.

Le document prévoit également d'améliorer l'accès aux traitements de problèmes de fertilité, tout en réitérant la volonté de « décourager » le recours à l'avortement « non médicalement nécessaire », en une phrase très commentée par la [presse internationale](#).

Pour rappel, [d'après le NBS](#), le taux de natalité chinois en 2021 a connu un plus bas historique en s'établissant à 7,52‰ (contre 8,52‰ en 2020), avec 10,62M de naissances pour l'année (contre 12M en 2020). En parallèle, le vieillissement démographique s'accélère : le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus représente 18,9% de la population chinoise à fin 2021 (contre 18,7% à fin 2020), et le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus représente 14,2% de la population (contre 13,5% à fin 2020). Parmi les mesures prises pour faire face à ces réalités, la politique de l'enfant unique a été assouplie en 2013 puis abandonnée en 2016. En 2021, les responsables ont annoncé une politique des « trois enfants », incitant les couples chinois à avoir un troisième enfant. Malgré tout, les jeunes Chinois sont réticents à avoir un troisième enfant en raison des coûts économiques et des difficultés à combiner vie professionnelle et vie familiale.

## Relations Chine-US : retrait « volontaire » de la cotation aux Etats-Unis de cinq entreprises chinoises

Le 12 août, 5 entreprises publiques chinoises ont annoncé se retirer de la Bourse de New York, parmi lesquelles Sinopec, PetroChina ou China Life Insurance, représentant ensemble une capitalisation totale supérieure à 300 Mds USD. Chacune a fait savoir dans un communiqué séparé qu'elle préférerait une cotation en Chine continentale, moins contraignante du point de vue réglementaire. Le régulateur chinois a quant à lui jugé que ces retraits faisaient partie de la « vie normale des marchés de capitaux ».

Depuis le vote de la loi  *Holding Foreign Companies Accountable Act*  en 2020, le droit américain prévoit des obligations de transparence renforcées de la part des entreprises étrangères cotées sur le territoire, et une soumission aux procédures d'audit américaines, ce que refusent plusieurs entreprises chinoises. Pour celles-ci, de ce fait, un retrait forcé de la cotation pourrait intervenir dès 2023 ou 2024. Il est donc probable que les 5 entreprises aient préféré un retrait volontaire plutôt que contraint, même si selon plusieurs analystes, ce retrait ne supprime pas l'obligation de divulgation d'information entre 2020 et la date de retrait.

Cette décision, vraisemblablement concertée et prise avec l'accord gouvernemental chinois, s'inscrit dans le contexte de découplage financier croissant entre Chine et Etats-Unis. Elle suit de près la récente décision d'Alibaba d'opérer une deuxième cotation primaire à Hong-Kong. Au total, 150 entreprises chinoises seraient déjà en pré-

radiation, quand d'après Bloomberg, 300 pourraient être concernées par un potentiel retrait de cotation aux Etats-Unis, représentant plus de 2400 Mds USD en valeur de marché.

### **Stabilité financière : la structure de défaillance Huarong réalise d'importantes pertes au premier semestre**

Mardi 16 août, *China Huarong Asset Management Co. Ltd.* a indiqué avoir réalisé des pertes équivalentes à 2,8 Mds USD sur le premier semestre (contre un profit de 158 M RMB pour le premier semestre 2021). L'entreprise n'a que très succinctement expliqué les raisons de cette mauvaise performance, par des « dépréciations de créances » et la « volatilité » sur les marchés de capitaux.

Les structures de défaillances (ou *Asset Management Company, AMC*), mises en place pour prendre en charge les actifs douteux des banques chinoises, sont confrontées en 2022 à des tensions inédites résultant de la conjoncture macroéconomique et notamment de la situation du secteur immobilier : plusieurs prêts à des particuliers risquant de se transformer en actifs non performants, et elles ont été sollicitées par le gouvernement central pour venir en aide aux promoteurs. Leur situation pourrait devenir préoccupante, alors que l'AMC China Great Wall a échoué à publier ses résultats fin juin, et Cinda a indiqué que son revenu aurait diminué entre 30 et 35% en ce début d'année.

Pour mémoire, Huarong, l'une des quatre AMC nationales mises en place par le gouvernement chinois en 1999, a été ébranlée à la suite de la chute de son ancien président Lai Xiaomin, exécuté en janvier 2021. Sous la direction de Lai, les activités de Huarong s'étaient étendues à des domaines tels que le courtage de titres, les fiducies et l'assurance, la structure de défaillance s'écartant de son mandat initial de liquidation des créances douteuses des institutions financières. L'entreprise avait annoncé des pertes équivalentes à 102,9 Mds RMB (15 Mds USD) en 2020. Depuis la chute de Lai, Huarong a pris des mesures visant à liquider les actifs et unités commerciales « non essentiels ».

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## Echanges et politique commerciale

### Relations Chine-Etats-Unis : les Etats-Unis vont contrôler les exportations de les turbines à gaz et de technologies critiques pour les semi-conducteurs

Le 12 août, le *Bureau of Industry and Security* (BIS) du département du commerce américain a [annoncé](#) l'introduction de mesures de contrôle des exportations ciblant quatre technologies présentées comme « émergentes et fondamentales » au titre de la section de la section 1758 de l'Export Control Reform Act (ECRA). Le contrôle de ces technologies ferait l'objet d'un consensus obtenu en décembre dernier entre les 42 pays de l'arrangement de Wassenaar<sup>1</sup>. L'exportation de ces technologies à usage-dual est soumise à une autorisation, qui ne s'applique pas uniquement la Chine. Ces [restrictions](#) concernent :

- Les technologies de combustion de gain de pression utilisées notamment pour améliorer la performance des systèmes de propulsion aéronautiques et militaires.
- Les solutions de design automatisées (EDA) pour les circuits conçus selon le nouveau modèle *gate all around* (GAA), qui permettraient de résoudre certains problèmes techniques inhérents à des finesses de gravures en-dessous de 7 nm. Des projets d'industrialisation sont déjà menés par Samsung (3 nm) et ont été annoncés par TSMC et Intel (5 nm). Ces restrictions ne devraient pas avoir d'impact à court terme sur les fonderies chinoises, qui restent en retrait par rapport sur ces finesses de gravures avancées, mais pourraient entraver leurs perspectives de développement futures.
- L'oxyde de gallium, dont la production [est concentrée](#) au Japon, nécessaire à la production de substrats de nouvelle génération, pouvant résister à des températures et pressions électriques élevées, des propriétés particulièrement intéressantes dans le domaine militaire.
- Le diamant, également utilisé dans la fabrication de matériaux semi-conducteurs pour ses propriétés physiques.

Ces mesures interviennent alors que le président Joe Biden a promulgué le 9 août 2022, le *CHIPS Act* (53 Mds USD), un plan de soutien à l'industrie américaine des semi-conducteurs faisant partie du *Chips and Science Act* (CSA- 253 Mds USD). Ce plan prévoit des clauses conditionnant l'octroi de subventions aux entreprises qui s'engageront à ne pas investir en Chine dans des capacités de production en-dessous de 28 nm au cours des dix prochaines années. Le CHIPS Act a été dénoncé par le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois Wang Wenbin, qui a dénoncé une « disruption » des chaînes de valeur mondiales et un cas de « coercition économique » tandis que Shu Jueting, porte-parole du Ministère du Commerce (MOFCOM) a [menacé](#) de prendre des contre-mesures pour protéger les « intérêts légitimes » de la Chine. Ces éléments de langage ont été repris par plusieurs associations sectorielles, dont la *China Semiconductor Industry Association* (CSIA), qui dénonce dans son [communiqué](#), une violation des principes de la Charte de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

---

<sup>1</sup> L'Arrangement de Wassenaar est un régime multilatéral de contrôle des exportations mis en place en 1996 par 33 États afin de coordonner leurs politiques en matière d'exportations d'armements conventionnels et de biens et technologies à double usage.

**Commerce extérieur : creusement de l'excédent chinois grâce à la reprise des exportations** (source : douanes chinoises)

- **+17,8 % en g.a. à 333,0 Mds USD pour les exportations de biens en juillet**, après +17,7 % en juin ; la croissance dépasse (comme chaque mois) les prévisions des économistes (+14,1 % pour ceux sondés par Bloomberg).

Les exportations sont restées dynamiques vers les Etats-Unis (+11,0 % à 55,0 Mds USD), l'ASEAN (+33,5 % à 53,2 Mds USD), l'Union européenne (+23,2 % à 53,4 Mds USD ; dont 10,8 % à 4,3 Mds USD vers la France), la Corée du Sud (+15,3 % à 14,3 Mds USD), et la Russie (+22,2 % à 6,8 Mds USD après une baisse de -17,0 % en juin) mais ont chuté vers Hong Kong (-18,1 % à 25,7 Mds USD).

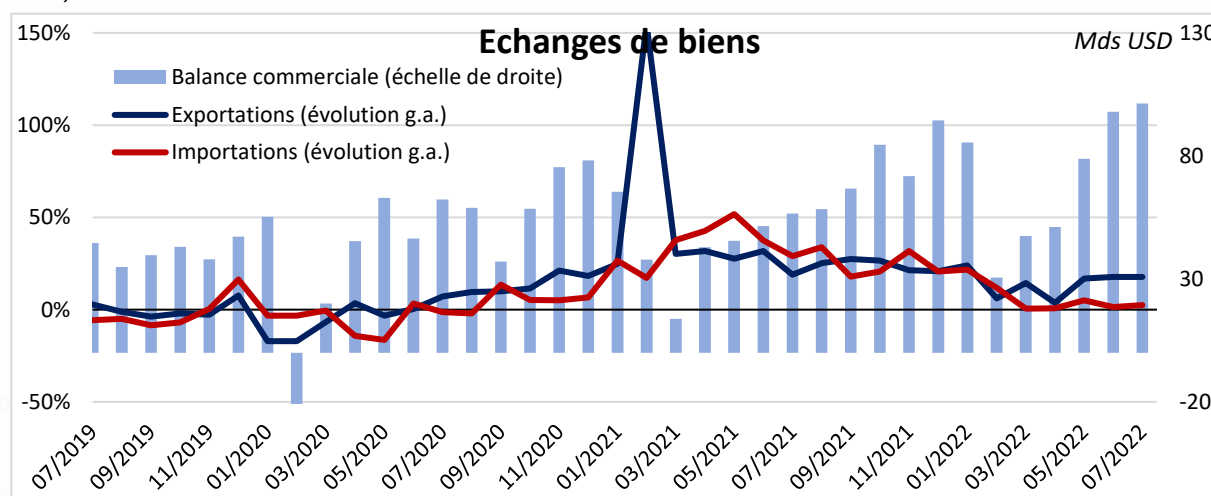
Le dynamisme des exportations s'explique en grande partie par la croissance des ventes de produits mécaniques et électriques (+13,0 % à 185,1 Mds USD, malgré une baisse de -5,3 % à 12,7 Mds USD pour les semi-conducteurs), textiles (+16,1 % à 13,6 Mds USD) et de produits en fer et acier (+41,2 % à 10,7 Mds USD).

- **+2,5 % en g.a. à 231,7 Mds USD pour les importations de biens juillet**, après +1,5 % en juin.

Les importations ont enregistré une forte croissance en provenance de l'ASEAN (+9,6 % à 33,8 Mds USD) et de la Russie (+49,3 % à 10,0 Mds USD). Elles ont baissé en provenance des Etats-Unis (-4,5 % à 13,5 Mds USD), de l'UE (-7,4 % à 24,0 Mds USD) du fait d'une chute des importations en provenance d'Allemagne (-6,7 % à 9,5 Mds USD) et de France (-4,6 % à 3,0 Mds USD), et de Taiwan (-5,7 % à 19,7 Mds USD).

La baisse des importations de produits électriques et mécaniques (-9,4 % à 86,6 Mds USD) et de produits high-tech (-7,9 % à 64,0 Mds USD), s'expliquant par la baisse de la consommation en Chine, ont été compensées par la hausse, en valeur, des achats de biens énergétiques (+38,9 % à 30,2 Mds USD pour le pétrole brut) et agroalimentaires (+8,7 % à 20,9 Mds USD).

- **L'excédent commercial chinois s'est élevé à 101,3 Mds USD en juillet** (56,6 Mds USD un an plus tôt), soit le plus haut niveau jamais enregistré (précédent record de 98 Mds USD en juin). Sur les sept premiers mois 2022, il s'élevait à 492,4 Mds USD (dépassant le record de 313,6 Mds USD enregistré sur la même période en 2021).



### Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-juillet 2022

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>Echanges totaux</b>	3 641,3	+10,7 %
<b>Exportations chinoises</b>	2 066,8	+14,7 %
<b>Importations chinoises</b>	1 574,5	+5,8 %
<b>Balance commerciale</b>	492,4	augmentation de la balance commerciale de 178,8 Md\$

### Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-juillet 2022

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>ASEAN</b>	228,8	14,5	+6,3 %
<b>Union européenne</b>	167,4	10,6	-7,6 %
<i>dont Allemagne</i>	65,2	4,1	-7,2 %
<i>dont France</i>	19,9	1,3	-10,1 %
<b>Taiwan</b>	142,6	9,1	+5,2 %
<b>Corée du Sud</b>	119,7	7,6	+2,7 %
<b>Japon</b>	109,3	6,9	-7,8 %
<b>États-Unis</b>	104,8	6,7	+2,6 %
<b>Australie</b>	83,1	5,3	-9,8 %
<b>Russie</b>	62,8	3,9	+49,9 %

### Principaux clients de la Chine sur la période janvier-juillet 2022

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>États-Unis</b>	347,8	16,8	+14,9 %
<b>Union européenne</b>	330,7	16,0	+19,6 %
<i>dont Allemagne</i>	68,9	3,3	10,7 %
<i>dont France</i>	27,8	1,3	11,2 %
<b>ASEAN</b>	316,8	15,3	+19,3 %
<b>Hong Kong</b>	167,3	8,1	-10,0 %
<b>Japon</b>	99,4	4,8	+6,5 %
<b>Corée du Sud</b>	95,9	4,6	+17,5 %
<b>Russie</b>	36,3	1,7	+5,4 %

**Commerce bilatéral : déficit bilatéral franco-chinois record sur les cinq premiers mois de 2022** (source : douanes françaises)

- **Les exportations françaises de biens vers la Chine ont baissé** sur les cinq premiers mois de 2022 (-11,6 % en g.a. à 8,5 Mds EUR), après avoir fortement augmenté l'an dernier (+63,9 % en g.a. sur la même période en 2021 dans un contexte de reprise). Outre la baisse des ventes aéronautiques (-47,4 % à 960 MEUR), premier poste des exportations françaises, les ventes du secteur agricole et agroalimentaire ont également baissé (-13,1 % en g.a. à 1,4 Md EUR) du fait notamment de la forte baisse des ventes de viande (-53,0 % en g.a. à 134 M€). Les exportations françaises de produits de luxe<sup>[1]</sup> restent stables (+1,1 % en g.a. à 2,4 Mds EUR en 2022 contre 1,2 Md EUR sur les 5 premiers mois de 2019).
- **Les importations françaises de biens chinois ont quant à elles fortement augmenté** : +25,6 % en g.a. à 30,4 Mds EUR du fait des achats de produits informatiques et électroniques (+18,5 % en g.a. à 8,3 Mds EUR ; +20,2 % en g.a. à 3,2 Mds EUR pour les ordinateurs) et d'équipements électriques et ménagers (+29,3 % en g.a. à 3,9 Mds EUR). Les importations de produits chimiques (+107,1 % en g.a. à 1,4 Md EUR) ont également enregistré une forte hausse.
- **Notre déficit devrait enregistrer un nouveau record cette année** : 21,9 Mds EUR sur les seuls cinq premiers mois, à comparer à 14,5 Mds EUR sur la même période en 2021 (il s'est également creusé par rapport à 12,0 Mds EUR entre janvier et mai 2019).



#### Echanges de biens entre la France et la Chine de janvier à mai 2022 :

	Montant (M€)	Evolution en g.a.
<b>Echanges totaux</b>	<b>38 952</b>	<b>+15,0 %</b>
<b>Exportations françaises</b>	<b>8 543</b>	<b>-11,6 %</b>
<i>Agricole et agroalimentaire</i>	<i>1 396</i>	<i>-13,1 %</i>
<i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>	<i>1 622</i>	<i>+18,7 %</i>
<i>Matériel de transport</i>	<i>1 067</i>	<i>-45,3 %</i>
<b>Importations françaises</b>	<b>30 410</b>	<b>+25,6 %</b>
<i>Informatique, électronique</i>	<i>8 251</i>	<i>+18,5 %</i>
<i>Textile, habillement, chaussures</i>	<i>4 113</i>	<i>+25,0 %</i>
<i>Equip. électriques et ménagers</i>	<i>3 919</i>	<i>+29,3 %</i>
<b>Balance commerciale</b>	<b>-21,9 Mds EUR</b>	<b>Augmentation du déficit de 50,3 % (+7,3 Mds EUR)</b>

[1] Boissons, parfums, cosmétiques, cuir, bagagerie, bijouterie, joaillerie et objets d'art

Retour au sommaire ([ici](#))

## Industrie et numérique

### **Drones : DJI réaffirme que ses drones sont destinés à un usage civil, suite aux déclarations de l’Ambassade de Russie en Chine**

L’Ambassade de Russie en Chine a publié, [le 12 août](#), un post sur Weibo citant les éloges du général d’armée russe Yuri Baluyevsky sur les drones DJI, exprimés en ces termes : « Le drone quadricoptère Mavic fabriqué par le Chinois DJI est devenu un véritable symbole de la guerre moderne. » Une telle publication s’avère embarrassante pour DJI, qui cherche à démentir la perception selon laquelle ses drones seraient des instruments de guerre, en particulier depuis le début de la guerre en Ukraine. Pour mémoire, DJI avait indiqué en avril [suspendre ses ventes en Russie et en Ukraine](#).

La réponse de DJI sur Weibo, postée le 13 août, affirme que l’entreprise « ne soutient pas les applications à des fins militaires » et que les drones « ne satisfont pas les exigences des spécifications militaires ». Par ailleurs, les réactions ont été vives sur les réseaux sociaux chinois, certains accusant la Russie de nuire à DJI en favorisant davantage de sanctions des Etats-Unis. Pour rappel, le département du Trésor américain a ajouté DJI à la liste NS-CMIC (*Non-SDN Chinese Military-Industrial Complex Company*) le 16 décembre 2021, en raison de ses liens avec le complexe militaro-industriel chinois ([voir les brèves du SER de Pékin du 13 décembre 2021](#)).

### **Industrie : dans le Sichuan, le rationnement de l’électricité pénalise la production industrielle**

La production électrique du Sichuan est fortement perturbée par la vague de chaleur qui touche actuellement la Chine, et plus particulièrement le Sud-Ouest. La demande d’électricité, accrue par le recours à la climatisation, peine à être satisfaite dans cette province dont la production électrique repose à 80% sur les barrages hydrauliques et dont les principales rivières sont asséchées (baisse de 20 à 50 % du volume d’eau). D’après le [South China Morning Post](#), environ un tiers de la production générée par les barrages hydrauliques est transféré à d’autres provinces chinoises (dont Shanghai, le Jiangsu et le Zhejiang), ce qui réduit la marge de manœuvre au niveau local.

Face à cette situation, les autorités ont choisi de donner la priorité aux zones résidentielles, avec pour corollaire un ralentissement de la production industrielle. Le Sichuan occupe une place majeure dans des secteurs tels que l’aluminium, les matériaux semi-conducteurs (silicium, polysilicium), l’automobile, les batteries, ou encore l’électronique. Les autorités ont [appelé](#) les entreprises industrielles à haute consommation d’électricité à suspendre leur production du 14 au 20 août. Parmi les entreprises concernées par cette mesure, figurent notamment Foxconn, CATL, Toyota, Volkswagen, ou encore BOE. Les conséquences sur les chaînes de valeur en aval restent circonscrites mais pourraient gagner en ampleur si les restrictions étaient amenées à perdurer.

## **Economie numérique : l'administration chinoise du cyberspace (CAC) publie une première liste d'algorithmes enregistrés en vertu de la réglementation du 1<sup>er</sup> mars 2022**

L'administration chinoise du cyberspace (CAC) a publié [le 12 août](#) une base de données regroupant 30 algorithmes enregistrés suite à la nouvelle réglementation du 1<sup>er</sup> mars 2022. Les algorithmes de Netease News, 360 Search, Sina Weibo, Youku Video, Kuaishou Video, Zhilian Jobs, Taobao et Tmall figurent, entre autres, dans cette base de données. Les entreprises concernées ont soumis une description sommaire de ce que font leurs algorithmes et des données utilisées pour établir leurs recommandations.

Pour mémoire, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2022, une nouvelle réglementation des algorithmes requiert que tout algorithme « avec un potentiel d'influence de l'opinion publique ou de mobilisation sociale » soit enregistré auprès de la CAC.

Si la base de données reste peu fournie à ce jour, elle devrait progressivement permettre à la CAC de mieux contrôler les algorithmes utilisés par les géants de la tech.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## Développement durable, énergie et transports

### **Climat : publication d'un plan « 1+N » sur la science et la technologie en soutien du double objectif climatique chinois pour la période 2022-2030**

Le plan d'action scientifique et technologique à l'appui du double objectif de décarbonation a été [publié](#) le 18 août 2022 conjointement par neuf administrations centrales, dont le ministère de la Science et de la Technologie (MOST) et la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC). Ce document de 15 pages présente 10 objectifs pour renforcer la structuration, le développement et la promotion des innovations scientifiques et technologiques au service du double objectif climatique chinois (à savoir le pic d'émissions carbone d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici 2060). Ce double objectif climatique est en cours de déclinaison à travers la publication des plans « 1+N », « 1 » représentant le plan global d'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2060 et « N » exprimant les plans sectoriels de déclinaison de ce plan global (auquel le présent plan appartient). Il vise à servir de guide à la communauté d'affaires, scientifique, technologique, industrielle, et politique locale.

Les 10 objectifs poursuivis incluent la transformation bas carbone de l'énergie, des processus industriels et des secteurs de la construction et du transport ; le développement des technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CCUS) ; la création d'un environnement réglementaire, scientifique, technologique et business propice au développement d'innovations bas carbone ; ou encore la coopération internationale. Si des objectifs qualitatifs et des précisions sur les technologies bas carbone à développer sont exposés, le plan d'action ne contient que peu d'objectifs quantitatifs précis (réduction de 20 % de la consommation d'énergie par unité de capture de dioxyde de carbone en 2025 et de 30% en 2030 comparé à 2020, 50 projets de technologies à faible émission carbone menés à bien d'ici 2030, sélection et soutien de 500 entreprises championnes en matière d'innovation technologique bas carbone en 2030).

Pour assurer la mise en place effective de ce plan d'action, le MOST prévoit : (i) un renforcement de la coordination interministérielle, la formation d'un comité d'experts, et la réforme du système de recherche scientifique ; (ii) une consolidation du suivi, de l'évaluation, de la R&D et de la promotion des technologies bas carbone ; (iii) une meilleure protection de la propriété intellectuelle des innovations technologiques.

### **Climat : le livre bleu annuel sur le climat présente un bilan alarmant des impacts du changement climatique en Chine**

L'Agence météorologique de Chine a récemment [publié](#) le livre bleu annuel 2022 sur le climat, soulignant que le pays, particulièrement touché par le changement climatique, a connu un rythme de réchauffement plus élevé que le reste du monde. Entre 1951 et 2021, la température annuelle moyenne à la surface en Chine a augmenté de 0,26 °C par décennie, contre une moyenne mondiale de 0,15 °C. L'année dernière, cet indicateur était supérieur de 0,97 °C à la moyenne annuelle en Chine (avec les températures observées entre 1981 et 2010 comme référence), soit le plus élevé depuis 1901. Le pays a également connu des précipitations plus importantes avec une augmentation annuelle moyenne de 5,5 mm par décennie entre 1951 et 2021. Cependant, la répartition géographique s'avère inégale, l'accroissement de précipitations étant plus marqué dans le nord du pays.

Les phénomènes météorologiques extrêmes sont également en hausse, notamment les vagues de chaleur et les tempêtes. L'été dernier a été marqué par des inondations récurrentes, notamment à Zhengzhou, ville située le long du fleuve Jaune au centre de la Chine, le [bilan](#) officiel faisant état de presque 400 morts. Le même scénario s'est reproduit en 2022 avec des inondations importantes dans les trois provinces du sud de la Chine en juin dernier, entraînant l'évacuation de plusieurs centaines de milliers de personnes ([voir Brèves du SER de Pékin, semaine du 20 juin](#)). Récemment le 17 août, de fortes pluies se sont [abattues](#) sur un comté de Xining, capitale de la province du Qinghai, et ont occasionné des crues éclair dont un premier bilan fait état de 17 victimes. Dans le même temps, des vagues de chaleur sévissent dans dix provinces du pays selon la dernière [alerte](#) émise par le Centre national de météorologie, avec une situation particulièrement alarmante dans la province du Sichuan.

Enfin, l'élévation du niveau de la mer est plus accentuée en Chine, augmentant de 3,4 mm annuellement depuis 1980 contre une moyenne mondiale de 3,3 mm par an. Dans l'ouest de la Chine, l'année 2021 a été marquée par les reculs annuels de glaciers les plus conséquents jamais enregistrés. A titre d'exemple, les extrémités est et ouest du glacier Urumqi Heyuan n°1 ont respectivement reculé de 6,5m et 8,5 m en un an.

### **Climat : les industries du coke et de la sidérurgie visent toutes deux à atteindre le pic des émissions carbone avant 2025**

Selon le [plan d'action](#) dévoilé en début de mois par l'[Association](#) chinoise de l'industrie du coke, le secteur de la cokéfaction chinois vise à atteindre le pic des émissions carbone avant 2025 et à réduire de 30 % ses émissions d'ici 2035 par rapport au niveau du pic en 2025. Pour information, le coke est un combustible fossile obtenu par chauffage de la houille (charbon à coke). La Chine en a produit 464 Mt en 2021, soit plus de 68 % de la production mondiale. Plusieurs objectifs quantitatifs sont repris du 14<sup>e</sup> [plan](#) quinquennal du secteur pour l'échéance de 2025, tels que la réduction de 30 % d'eaux résiduaires de cokerie et de 20 % des émissions d'oxydes d'azote (NOx) et de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>). Par ailleurs, il est cité dans ce document un plan d'action de réduction d'émissions pour la sidérurgie qui prévoit que le secteur atteindra le pic des émissions avant 2025, en avance de 5 ans par rapport au calendrier défini pour l'ensemble des industries ([voir Brèves du SER de Pékin, semaine du 1er août](#)).

### **Environnement : publication des lignes directrices pour promouvoir l'économie d'énergie et la protection de l'environnement dans les entreprises d'Etat**

La Commission de contrôle et d'administration des actifs d'Etat (SASAC) du Conseil des Affaires d'Etat a [publié](#) des lignes directrices pour promouvoir l'économie d'énergie et la protection de l'environnement dans les entreprises d'Etat. Le document souligne le rôle de « premier plan » des entreprises d'Etat dans une consommation à faible émission carbone, ainsi que leur rôle dans l'atteinte des objectifs de pic carbone d'ici 2030 et de neutralité carbone d'ici 2060. A ce titre, les lignes directrices encouragent les entreprises d'Etat à verdir leurs chaînes d'approvisionnement ainsi que leur offre de produits et de services. Les entreprises d'Etat doivent également freiner « le développement aveugle des projets à forte consommation d'énergie et à fortes émissions ». Le document rappelle la nécessité du respect des lois, normes et politiques environnementales en vigueur et l'obligation de publier les informations relatives à leurs performances environnementales. Ces dernières seront incluses dans l'évaluation des entreprises d'Etat. Concernant la gestion des urgences environnementales, les entreprises d'Etat sont contraintes d'élaborer et d'améliorer leurs plans d'urgences et de

renforcer leurs capacités. Pour les activités à l'étranger, les entreprises doivent se conformer aux lois environnementales locales, et ce malgré la publication en janvier dernier d'une directive du ministère de l'Ecologie et l'Environnement encourageant les entreprises chinoises investissant à l'étranger à adopter des normes internationalement reconnues ou des normes chinoises plus strictes ([voir Brève du SER de Pékin, semaine du 10 janvier 2022](#)).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Hong Kong et Macao

## Hong Kong

### L'économie au ralenti : des prévisions économiques dégradées pour 2022

Après deux années de récession en 2019 et 2020, le PIB de Hong Kong n'a pas retrouvé son niveau de 2018 en 2021, malgré un taux de croissance de 6,4%. Après la contraction du PIB aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres (-4% et -1,3% respectivement), suite au durcissement des mesures sanitaires face à la vague Omicron, les perspectives pour 2022 sont moroses.

La consommation a rebondi en avril, stimulant les ventes de détail qui ont progressé de -13,8% en mars (g.a.) à +11,7% en avril (g.a.) sous l'effet de la distribution de bons d'achats à la population mais la reprise s'est essoufflée, les frontières demeurant fermées et l'activité contrainte. Les ventes de détail ont de nouveau reculé en mai (-1,6%) et juin (-1,2%). Au 2<sup>ème</sup> trimestre les dépenses de restauration ont reculé de -2,3% (g.a.) et la consommation privée a stagné ; les investissements (formation brute de capital) se sont en outre contractés de -3% (g.a.) et le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance avec une chute des imports (-6,2%) et des exports (-8,6%). L'indice PMI recule de nouveau en juin (52,4) et juillet (52,3) après 54,9 en mai, mais il marque quand même une reprise de la confiance avec 4 mois consécutifs au-dessus de 50.

La réduction de la quarantaine à l'arrivée des voyageurs de 7 à 3 jours, mise en place le 12 août, devrait contribuer à dynamiser la consommation et la confiance des entreprises, mais les analystes anticipent désormais une contraction du PIB pour l'année 2022. Les autorités ont abaissé le 11 août leurs prévisions 2022, qui s'établissaient dans une fourchette de +1% à -2% à une nouvelle estimation autour de -0,5% à +0,5%. Les équipes de recherche de BofA ont coupé leurs prévisions de croissance de +0,2% à -1,5% au regard de la faiblesse des échanges extérieurs et de la consommation locale, en dessous du consensus du marché qui s'établit autour de -0,1%. Natixis a également revu ses prévisions pour 2022 à 0% contre 1% auparavant et JP Morgan prévoit une baisse de -0,6%. BofA a en revanche revu ses prévisions à la hausse pour 2023 à 4% contre 2,3% auparavant, en tablant sur une reprise de la croissance en Chine, un assouplissement (partiel puis complet) de la quarantaine imposée aux voyageurs en provenance de Hong Kong espéré au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, et l'effet de base.

### Baisse de la population : Hong Kong compte 7,29 M habitants

Les [statistiques](#) publiées par le *Census and Statistics Department* le 12 août reflètent une contraction de -1,6% de la population totale, entre mi 2021 et mi 2022, à 7,29 millions habitants, contre 7,41 millions mi 2021. La population avait déjà diminué de -0,3% entre mi 2020 et mi 2021. Cette diminution est attribuée au solde naturel (-26 500) et à un flux net sortant de résidents (-95 000). Ce solde net est calculé par l'office des statistiques en retranchant des sorties nettes (113 200) de résidents hongkongais les arrivées sous visa "one way permit". Ces dernières ont repris, à 18 300 pour la période mi 2021-2022 contre 13 900 l'année d'avant, mais restent loin derrière les chiffres mi 2018-2019 (44 400). Le solde naturel s'est également creusé au fil des cinq dernières années avec une réduction des naissances, passées de 59 500 entre mi 2016-2017 à 35 100 cette année et une hausse des décès de 45 400 à 61 600.

## Marché de l'emploi : le chômage se réduit à 4,3% pour la période mai-juillet

Selon les [premiers chiffres prévisionnels](#) publiés le 17 août, le chômage s'est réduit de 0,4% au cours de la période mai-juillet comparée à la période avril-juin, à 4,3%. Le taux de sous-emploi a également diminué de 3 à 2,2%. Alors qu'elle se contractait depuis juin 2021, la population employée a légèrement progressé en juin (+0,4% en glissement mensuel) et juillet (+0,3%) atteignant 3,59 M de personnes. L'emploi a bénéficié de l'allègement des mesures de distance sociale sanitaires en juin, malgré une légère reprise des cas positifs. La reprise a touché tous les secteurs en juillet, en particulier celui de l'hôtellerie restauration (+4,6% comparé à juin) et de la construction. Après un recul en juin, l'emploi a repris également en juillet dans les secteurs de la finance, assurance et immobilier ainsi que les transports.

Le taux de chômage a reculé (-0,9%) dans les secteurs liés au tourisme et à la consommation (commerce de détail, hôtellerie, restauration) à 6,5%, la construction (à 6,9%), le transport et la logistique (à 5,1%), la finance (à 2,8%).

*Clause de non-responsabilité - Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication :  
Rédacteurs :

Jean-Marc Fenet  
Thomas Carré, Thibault Alix, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Marie-Pia Lebrun, Antoine Moisson, Laureen Calcat, Julien Boudet, François Lemal, Cyril Demesmey, Li Wei, Florian Surre, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Pascal Millard, Maria Girgard  
Axel Demenet

Revu par :

Pour s'abonner :

[baptiste.gosson-brion@dgtresor.gouv.fr](mailto:baptiste.gosson-brion@dgtresor.gouv.fr)